

que les diplomates étrangers parlent la langue du pays parce qu'ils avaient peu l'occasion de rencontrer les gens, mais cette époque est heureusement révolue. Les diplomates ont beaucoup plus de latitude pour voyager et, où qu'ils aillent, ils rencontrent des gens disposés à parler, voire à conclure des marchés. D'après les fonctionnaires que nous avons interrogés, la situation s'explique par une expulsion antérieure de diplomates canadiens et par les lacunes des programmes de formation linguistique attribuables à des compressions budgétaires. Quoi qu'il en soit,

Nous recommandons qu'on s'attache à recruter et à affecter en Union soviétique des agents qui parlent couramment le russe ou l'une des autres grandes langues de l'Union soviétique comme l'ukrainien.

Nous souhaitons non seulement l'amélioration de la représentation diplomatique du Canada en Union soviétique, mais aussi la multiplication des contacts personnels entre les citoyens de nos deux pays. Des fonctionnaires nous ont dit qu'il n'y avait que 300 résidents canadiens en Union soviétique, ce qui montre combien limitées ont été les relations entre les deux pays. Mais la porte est maintenant ouverte à toutes sortes de contacts humains. Par exemple, les membres du Comité ont rencontré des dirigeants ecclésiastiques et ont eu la touchante expérience d'assister à un office du dimanche dans une église moscovite pleine à craquer. L'officiant a déclaré que ses fidèles souhaitaient nouer des liens plus étroits avec les Églises de l'extérieur de l'Union soviétique pourvu que les étrangers soient sensibles aux besoins particuliers de la religion en Union soviétique. Ce n'est là qu'un exemple des occasions qui s'offrent aux Églises canadiennes et aux organismes non gouvernementaux de bâtir des réseaux d'amitié, de solidarité et de coopération avec les habitants de l'Union soviétique.